

# Ça coince de plus en plus dans les ports

Bastion cégétiste, les ports continuent à être les bons élèves de l'opposition farouche du syndicat à la loi Travail. À Fos-sur-Mer, comme au Havre.

La Fédération nationale des ports et docks CGT, largement majoritaire chez les dockers et les agents portuaires, a appelé, hier, à un nouvel arrêt de travail de vingt-quatre heures jeudi. Il s'agit du onzième jour de grève depuis le début du mouvement, le 24 mars.

Un douzième, le 14 juin, jour de manifestation nationale à Paris, est déjà programmé. Marins et officiers CGT, majoritaires dans le remorquage portuaire, appellent aussi à la grève les mêmes jours.

## Embouteillage de tankers

Armateurs et chargeurs s'adaptent tant bien que mal à ces grèves à répétition. Une dizaine de porte-conteneurs ont annulé leurs escales à Fos-sur-Mer, près de Marseille, depuis deux mois. Au Havre, où des actions de blocage des ponts ont accompagné la grève des dockers, la situation est plus difficile avec « de plus en plus d'escales annulées et de conteneurs détournés vers les ports belges et néerlandais », se désole un armateur.

Un mouvement plus dur est mené par la CGT dans les terminaux pétroliers. Trois ports sont touchés : Donges, dans l'estuaire de la Loire, où la raffinerie Total est à l'arrêt depuis dix jours, et les deux premiers ports français, Fos-sur-Mer et Le Havre, qui pèsent deux tiers du trafic.

Au Havre, les salariés de la Compagnie industrielle maritime (Cim), qui



Le port de Fos-sur-Mer, un des deux premiers ports français, est bloqué par un mouvement mené par la GCT.

exploite les terminaux pétroliers, ont reconduit, hier, pour quarante-huit heures, le mouvement. Seul un peu de pétrole brut et de produits raffinés passent sur réquisition du gouvernement pour alimenter la raffinerie Esso de Port-Jérôme, entre Le Havre et Rouen, ainsi que les aéroports parisiens.

À Fos, l'opérateur Fluxel, filiale du port, est à l'arrêt depuis le 23 mai. Une quarantaine de tankers de toute taille sont désormais en attente sur rade. « Nous avons pour l'instant pu les faire mouiller, mais il ne faut pas que le vent se lève, sinon il y aurait des problèmes de sécurité », s'inquiète Jean-Philippe Salducci, pré-

sident de l'Union maritime de Marseille-Fos. **Laisserait-on perdurer une telle situation si des centaines de camions chargés d'hydrocarbures et de matières dangereuses étaient bloqués à terre ?**

Thibaud TEILLARD.

## Toujours des perturbations dans les trains

Alors que François Hollande estime qu'il « faut savoir arrêter une grève », plusieurs mouvements se poursuivent aujourd'hui.

« Il y a un moment où, selon une formule célèbre, il faut savoir arrêter une grève. » Ainsi s'exprime François Hollande dans les colonnes du quotidien *La Voix du Nord*, empruntant au communiste Maurice Thorez pour appeler à cesser les mouvements sociaux contre la loi Travail.

Il faut dire que les perturbations, hier, n'ont pas cessé. À Montreuil, des opposants au texte ont bouculé, dans la matinée, le ministre de l'Économie, qui a essuyé des jets d'œufs. Des salariés des centres de déchets, raffineries et terminaux pétroliers étaient encore mobilisés. La grève a cependant été levée à la raffinerie de Total à Grandpuits (Seine-et-Marne).

## Grève reconduite

À la SNCF, CGT et Sud-Rail, également mobilisés contre la loi Travail, ont reconduit leur grève, alors que l'ensemble des syndicats tentent de finaliser un accord sur l'organisation du travail dans l'entreprise publique. La direction prévoit aujourd'hui deux TGV sur trois, six TER sur dix, quatre Intercités sur dix et un Transilien sur deux. Le taux de participation est en nette baisse, avec 8,5 % de grévistes hier, contre 17 % mercredi dernier. Mais plus d'un conducteur sur deux



Des perturbations dans les transports sont encore à prévoir aujourd'hui.

était encore en grève, et un contrôleur sur trois, a précisé la SNCF, pour expliquer les perturbations encore importantes.

Les négociations devaient se prolonger tard dans la nuit, de l'avis des syndicats, l'objectif étant de soumettre à signature un texte définitif aujourd'hui. Durant les discussions, hier, plusieurs centaines de cheminots ont bruyamment manifesté sous les fenêtres des négociateurs, près de la gare Montparnasse.

Une rencontre est prévue aujourd'hui entre la direction d'Air France et les syndicats de pilotes représentatifs, qui ont lancé un préavis de grève du 11 au 14 juin.

## Des musulmanes contre le radicalisme

Militante ou mère de famille, elles ont lancé un manifeste pour appeler à lutter contre les dérives de l'islam.

### Trois questions à...

Vanessa Nacira Menadi, animatrice sur *Beur FM*.



### Comment est née cette initiative ?

C'est le recteur Dalil Boubakeur qui a souhaité entendre la voix de femmes, Françaises et de confession musulmane. Il reste préoccupé par la montée de la radicalisation. Nous étions au départ une dizaine de femmes, des élues, des militantes associatives et des mamans à nous rassembler. On n'entend souvent que les hommes. Or les femmes sont aussi en première ligne.

### Que demandez-vous au travers de ce manifeste ?

Il s'agit d'abord de rejeter le fondamentalisme, l'extrémisme religieux et d'organiser la lutte contre ce fléau. Il ne suffit pas de condamner la

radicalisation. On parle peu de prévention. Nous souhaitons amener dans le débat public un discours d'apaisement et de rassemblement qui favorise le débat. Nous appelons à un comportement plus responsable des politiciens : arrêter la petite phrase, la recherche du buzz.

J'anime une émission sur *Beur FM* où des jeunes me racontent leurs difficultés, leurs frustrations. Beaucoup sont diplômés et n'arrivent pas à trouver de travail, de logement. Et leur origine est perçue comme un handicap. Certains ont parfois un discours avec une certaine radicalité religieuse. La parole est une arme. Je l'utilise pour prévenir et combattre la radicalisation.

### Quelles suites souhaitez-vous donner à cette initiative ?

Nous souhaitons mettre l'accent sur la prévention, la lutte contre les discriminations et aider les parents à faire face quand un jeune part à la dérive. Il faut un lieu de réflexion dédié aux femmes pour qu'on puisse entendre leur voix.

Recueilli par Jacques DUPLESSY.

# Après la grippe, les canards restent convalescents

Le Sud-Ouest a été terriblement frappé : dans dix-huit départements, la production d'oies et de canards a été stoppée net. L'activité n'y reprend qu'au ralenti.

## Reportage

L'atelier d'Éric Sourbé, 55 ans, où d'ordinaire sont gavés quelque 500 canards, reste vide et silencieux.

« Sans la vente directe de mes stocks, je ne serai plus là... » Vice-président de la chambre d'agriculture de Dordogne, gaveur et transformateur de foie gras, Éric montre ses précieux bœufs dans la petite boutique de sa ferme, au Lardin, en plein Périgord noir. Une exploitation de 75 ha, située au pied des hautes falaises des Causses : « 60 ha de maïs, 10 de blé et 5 de châtaigniers », détaille-t-il.

En novembre, coup de tonnerre dans ce Sud-Ouest béni des dieux : premier cas de grippe aviaire détecté dans le poulailler d'un particulier, puis quatorze autres, dont « douze chez des professionnels ». Abattages et saisies s'enchaînent, vides sanitaires, périmètres de protection



Éric Sourbé, gaveur et transformateur en Dordogne, dans son atelier vide.

et zones de surveillance sont établis pour contenir l'épidémie.

En Dordogne, comme dans les dix-sept autres départements, « plus aucun palmipède », depuis le 18 janvier. Entre huit et neuf millions de canards n'ont pu être produits, sur un total annuel de 41 millions.

Manque à gagner ? « Énorme ! », lâche Éric, avec son accent où roulent les cailloux. « Un canard brut, c'est 60 € induits avec tous les métiers de la filière... » Élevages vides, abattoirs et transformateurs à l'arrêt, la perte totale de chiffre d'affaires serait « d'au moins 450 millions ».

### « Un avant et un après »

Depuis le 16 mai, les premiers canetons font leur retour dans les poulaillers. « Mais il faut douze semaines pour qu'ils deviennent adultes. » Et encore quatorze semaines pour le gavage. « On ne se remettra pas sur pied avant le 15 août. »

Le plus dur, « c'est pour les petits producteurs, qui vendent à la ferme et sur les marchés... » Combien vont devoir arrêter ? « Trop tôt, impossible à dire. On attend avec impatience les aides promises par Stéphane Le Foll. » Elles devraient arriver début juin.

Mais Éric Sourbé en est sûr : « Il y aura un avant et un après. » Car si ce Sud-Ouest a toujours connu « quelques cas d'influenza par-ci par-là », jamais il n'avait été aussi « violemment frappé ».

Sa priorité, c'est désormais « de former les 600 éleveurs de Dordogne à la biosécurité ». Tous vont être sensibilisés à la lutte contre le virus. Les canards ne devront plus se croiser, « sas aux entrées et sorties, plus pédiluves et tenues de protection », sur le modèle de ce qu'ont mis en place « depuis longtemps les éleveurs bretons de porcs ».

Un risque de récurrence ? Ce serait « terrible » si de nouveaux cas étaient déclarés l'hiver prochain. « Là, on ne s'en relèverait pas... » La gastronomie française non plus.

Christophe VIOLETTE.

## La France en bref

### Baroin rejoint Sarkozy : « Dommage » selon Juppé

« C'est dommage. Moi, j'ai eu confiance en lui. Je lui avais confié ma succession à la tête de l'UMP quand je m'étais écarté en 2003 », a commenté hier Alain Juppé, invité à réagir au ralliement de François Baroin au camp de Nicolas Sarkozy. « François Baroin est quelqu'un de grande qualité, qui a été un bon mi-

nistre de l'Économie », a ajouté le maire de Bordeaux. « Si la question est de savoir si, avec Alain Juppé, la confiance est mutuelle, la réponse est non », avait lancé dimanche, sur *Europe1* François Baroin, sénateur-maire Les Républicains de Troyes et président de l'Association des maires de France (AMF).

### Meurtre d'une figure politique en Nouvelle-Calédonie

Le corps en partie dénudé d'un Européen, visage rendu méconnaissable par des ecchymoses, a été découvert, samedi matin, dissimulé sous des branchages, près d'une plage de Nouméa. Le parquet a indiqué hier, qu'il s'agissait de Jean-Pierre Deteix, secrétaire de la section locale du Parti socialiste. Figure associative

et politique de l'île, il soutenait les indépendantistes kanaks depuis près de cinquante ans et était également un militant actif de la Ligue des droits de l'homme de Nouvelle-Calédonie. Deux suspects ont été placés en garde à vue. D'après les enquêteurs, l'affaire n'aurait pas de lien avec ses engagements politiques.

### François Ruffin lance une campagne contre le vote PS

À l'origine du mouvement social « Nuit debout », François Ruffin, rédacteur en chef du journal bimestriel *Fakir* compte multiplier les actions contre le vote PS à la prochaine élection présidentielle. Fort du succès de son film militant « *Merci Patron !* » (sorti en février), il entend dénoncer, outre la loi Travail, « la poursuite de la parenthèse libérale ou-

verte par Lionel Jospin en 1983 ». Le journaliste militant a ainsi préparé des tracts qui seront distribués dans plusieurs départements, listant les votes des députés socialistes sur des questions économiques et sociales. Selon François Ruffin, « il s'agit avant tout d'informer les électeurs pour responsabiliser les députés ».

### À Nantes, Jean-Jacques Urvoas rassure les notaires



Le Garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas (à droite sur la photo), a prononcé, hier, à Nantes, un discours d'apaisement, devant le congrès de notaire de France. Il avait pu mesurer, un instant plus tôt, la colère de la profession, exprimée par le Malouin Pierre-Luc Vogel, président du conseil supérieur du notariat, au

sujet de la loi Macron. Sans revenir sur ces dispositions, mais prenant toutefois à contre-pied son collègue de l'Économie, le ministre de la Justice a dit vouloir « restaurer la confiance » en précisant cependant que « les questions de droit ne doivent pas être traitées hors de la Chancellerie ».

### Bridor s'agrandit en Fance et construit aux États-Unis

La société de boulangerie et viennoiserie (groupe Le Duff) investit 400 millions d'euros sur cinq ans sur ses sites de Servon-sur-Vilaine (Ille-et-Vilaine) ainsi que Louverné

(Mayenne), créé une usine aux États-Unis et agrandi également celle au Canada. À la clé, 1 000 emplois. À lire en rubrique *Entreprendre*, en fin de journal.

### Affaire Baupin : Cécile Duflot a témoigné

L'ancienne ministre écologiste a témoigné devant la Brigade de répression de la délinquance contre la personne, saisie de l'enquête sur l'affaire Denis Baupin. Isabelle Attard, Sandrine Rousseau et Elen Debost, qui

avaient accusé le député écologiste d'agression et harcèlement sexuels au début du mois de mai, ont déposé plainte contre lui la semaine dernière. En tout, treize femmes se sont déclarées victimes de M. Baupin.

### Près de 2 000 migrants évacués d'un camp à Paris

Ils survivaient dans des tentes depuis plusieurs semaines, dans le campement des Jardins d'Eole, dans le nord de Paris. Au total, 1 850 personnes, dont de nombreux Afghans, Soudanais et Érythréens, ont été évacués hier matin. Il s'agit de la 23<sup>e</sup> opération de ce type à Paris, en moins d'un an. Elles ont été emmenées, en bus, dans une soixantaine de centres et gymnases, en région parisienne. Le campement, déjà évacué il y a moins d'un mois, présentait des conditions sanitaires très dégradées. La semaine dernière, Médécins du monde avait fait état de cas de tuberculose.

